



**USAID**  
DU PEUPLE AMÉRICAIN

# MALI APERÇU DE LA SITUATION DU PAYS



JANVIER 2023

L'Évaluation de l'écosystème numérique par pays (DECA), une initiative phare de la stratégie numérique, soutient les missions de l'USAID afin de mieux comprendre, travailler avec et soutenir les écosystèmes numériques des pays. La DECA se penche sur trois piliers de l'écosystème numérique d'un pays : (1) l'infrastructure numérique et l'adoption ; (2) la société numérique, les droits et la gouvernance ; et, (3) l'économie numérique. La DECA du Mali a été réalisée entre mai 2022 et octobre 2022. Cette évaluation s'est faite à travers des recherches documentaires, 63 entretiens avec des intervenants clés et était guidée par la Stratégie de coopération pour le développement (CDCS) 2022-2026 de l'USAID/Mali.

Le Mali a réalisé de grands progrès dans la mise en place de son infrastructure de connectivité, mais l'instabilité politique et les conflits entravent la poursuite des investissements. Le gouvernement du Mali a installé plus de 3 000 kilomètres de câbles à fibres optiques, déployé des ordinateurs et des connexions par satellite dans les écoles et donne la priorité aux villages de Kenieba, Bafoulabe, Kita, Nara, Douna, Sikasso et Bougouni pour un déploiement futur. Cependant, les opérateurs de réseaux mobiles et le gouvernement sont confrontés à des obstacles importants. Les troubles politiques ont ralenti l'élan législatif et la violence entrave la construction de nouvelles connexions, ce qui augmente les coûts de déploiement. Bien que l'engagement du gouvernement malien en faveur du développement numérique soit ambitieux, au niveau juridique, diverses lacunes existent, principalement dans la réglementation de la cybersécurité, de l'interopérabilité, de la protection des données, des données ouvertes et du commerce électronique. La société civile et les médias du Mali ont toujours bénéficié de la liberté d'expression, mais de nouvelles politiques menacent la liberté de la presse et augmentent les besoins des organisations en matière de sensibilisation et d'outils de cybersécurité. Pendant ce temps, les groupes d'insurgés accélèrent leur utilisation des médias sociaux pour diffuser de la propagande et la guerre de l'information entre les acteurs internationaux continue d'aggraver la crise. Dans ce contexte, la population malienne dans son ensemble a besoin de meilleurs outils pour lutter contre la désinformation.

## APERÇU DE L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE DU MALI

### ACCÈS ET UTILISATION

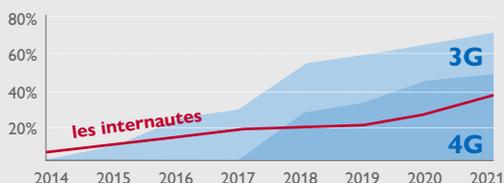


ORM :  
**Orange, Malitel, Alpha Telecom**

Population couverte par au moins un réseau mobile 3G : (ITU 2021)

**68%**

Couverture réseau :



Abonnements haut débit mobiles actifs : (ITU 2021)

**40%**

Coût de 1 Go de données mobiles à haut débit en pourcentage du RNB par : (A4AI 2021)

**5,04%**

### INTERNET ET GOUVERNANCE NUMÉRIQUE

Indice de développement de l'administration en ligne des Nations Unies : (2022)

**34%**  
168/193 PAYS



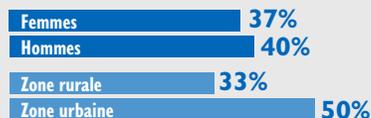
Indice mondial de cybersécurité : (2020)

**10,14**  
160/182 PAYS

### INCLUSION FINANCIÈRE NUMÉRIQUE (Findex 2021)

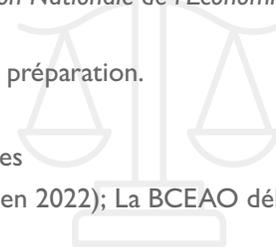
Compte d'argent mobile : **29%**

**38%** Effectué ou reçu un paiement numérique :



## POLITIQUES, RÉGLEMENTATIONS ET LÉGISLATIONS PERTINENTES

- **Principales entités gouvernementales** : Ministère de la Communication et de l'Économie Numérique (MCEN), Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications/TIC et des Postes (AMRTP), Direction Nationale de l'Économie Numérique
- **Stratégies numériques** : Mali Numérique 2020- programme de remplacement est en préparation.
- **Cybersécurité** : Loi sur la cybercriminalité n° 2019-056
- **Protection des données** : Loi n° 2013-015 sur la protection des données personnelles
- **Finance Numérique** : Loi sur les startups (adoptée en 2019, pas encore promulguée en 2022); La BCEAO délivre une licence régionale de monnaie électronique Wave Mobile Money (avril 2022)



### PRINCIPALES CONCLUSIONS

**La culture numérique**: Le faible niveau d'alphabétisation du Mali et le manque de contenu adapté localement entravent le déploiement de programmes de développement numérique inclusifs. Moins d'un tiers des adultes au Mali savent lire et écrire, et bien que les outils de communication vocale soient populaires, les outils d'interconversion de la parole et du texte ne sont pas disponibles pour de nombreuses langues sahéliennes.

**La désinformation** : Le conflit au Mali s'est déplacé dans l'espace numérique. Les groupes d'insurgés et les puissances mondiales exploitent les médias sociaux pour communiquer leurs plans, diffuser de la propagande et cibler de nouvelles recrues. Sans les outils pour identifier la désinformation, les membres de la population malienne dans son ensemble peuvent être victimes de ces tactiques, de l'escalade du conflit et de l'érosion du soutien aux forces militaires et de maintien de la paix du Mali.

**Politique d'économie numérique** : le Mali ne dispose pas d'un cadre de politique pour guider le développement du secteur du commerce électronique. Le commerce électronique national et le commerce électronique transfrontalier entre les entreprises et les consommateurs sont insignifiants. La faible confiance du public dans les services financiers et de commerce électronique numériques entraîne une sous-utilisation.

### RECOMMANDATIONS

**Promouvoir l'inclusion numérique** : investir dans des contenus pertinents et accessibles au niveau local : il est essentiel d'élargir les options vocales pour tenir compte de la diversité linguistique du Mali. Les partenariats avec des organisations travaillant sur le traitement du langage naturel peuvent élargir la liste des langues déjà disponibles pour la traduction automatique.

**Donner aux OSC, aux médias et aux citoyens les moyens de lutter contre la désinformation** : la société civile et les médias maliens ont besoin de soutien pour renforcer leur capacité à lutter contre la désinformation et les cybermenaces. Cela nécessitera un engagement avec les principales OSC des droits et libertés numériques pour mieux comprendre et apprendre de la dynamique locale des conflits et de la collaboration multipartite afin de dresser une « liste de surveillance » des problèmes clés dans le pays et de cartographier les sources de malinformation, désinformation et mésinformation.

**Soutenir l'adoption d'un nouveau cadre global pour l'économie numérique** : Au moment où le Mali sort des sanctions et des projets d'élections démocratiques, il est crucial de coordonner les politiques pour assurer un cadre global pour l'économie numérique du Mali. La coordination multipartite est essentielle pour soutenir l'adoption de stratégies nationales d'inclusion financière, d'éducation financière et de commerce électronique.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le rapport DECA sur le Mali.